

Axe du programme	Chapitre de cours correspondant	CM *	TD **
1) Les structures de l'économie coloniale	Chap. 1		Dossier 1
2) La parenthèse historique 1962-1965			
3) La SAD sur la période 1966-1979	Chap. 2		
Partie 1 : <i>Orientations fondamentales et modes de régulation économique</i>			
4) La SAD sur la période 1966-1979			
Partie 2 : <i>Le bilan économique et social</i>			
5) Les premières réformes économiques (Période 1980-1985)	Chap. 3		
6) Le premier contre-choc pétrolier et la crise financière de la fin des années 1980	Chap. 4		
7) Les prémices des réformes structurelles (Période 1987-1988)			
8) La période d'auto-ajustement (Période 1989-1993)	Chap. 5		Dossier 2
9) La période d'ajustement structurel (Période 1994-1998)	Chap. 6		Dossier 2
10) De l'embellie financière au second contre-choc pétrolier (Période 1999-2014)	Chap. 7		Dossier 3
11) De la politique d'austérité au mouvement populaire du <i>Hirak</i> (Période 2015-2019)	Chap. 8		Dossier 4
12) L'économie algérienne à l'épreuve des transformations du système international : <i>Évolutions récentes et perspectives</i> (Période 2020 à nos jours)	Chap. 9		1

Université Abderrahmane MIRA de Bejaia

Faculté SECG

Département des Sciences Économiques

ÉCONOMIE ALGERIENNE

L2 Économie (2023-24)

Section B

M. CHALANE Smail

CHAPITRE 4 :

Le premier contre-choc pétrolier et la crise
financière de la fin des années 1980

- En 1985-86, l'Algérie subit un **contre-choc pétrolier** de rare intensité : le prix moyen du baril, qui se situait autour de 30 dollars en 1985, est descendu à 15 dollars en 1986.
- Autre élément aggravant la situation : la **baisse de la valeur du dollar**, qui constitue la monnaie exclusive des transactions d'hydrocarbures.
- Cette crise a eu des répercussions profondes sur l'économie algérienne, qui dépendait (à cette époque) des hydrocarbures pour 99% de ses exportations.
- D'année en année, **les recettes d'exportation se sont littéralement effondrées** : - 36 % en 1986 ; - 31 % en 1987 ; - 42 % en 1988.
- Notons que la baisse de la valeur du dollar, en plus de faire s'effondrer nos recettes d'exportation, a **alourdi la facture des importations** (pour l'essentiel en provenance d'Europe et du Japon, et donc facturées en monnaies européennes et en Yen).

- En bref, l'effet conjugué de l'effondrement des cours pétroliers et de la dépréciation du dollar américain a constitué pour l'Algérie un choc externe difficile à résorber pour une économie mono-exportatrice et très dépendante de l'extérieur.
- Avec une **économie faiblement résiliente aux chocs externes**, ces bouleversements de la conjoncture internationale se sont répercutés quasi-instantanément sur les équilibres macro-financiers du pays :
 - la chute de la fiscalité pétrolière, qui représente à l'époque pas moins de 70% du budget de l'État, entraîne un **déséquilibre des finances publiques (déficit budgétaire)** ;
 - la chute des recettes d'exportation, conjuguée à l'augmentation des prix à l'importation, fragilise **l'équilibre de la balance commerciale (déficit commercial)**.

1. L'austérité comme première réponse à la crise

- Face à la crise et à la perspective d'un déséquilibre financier et commercial, les dirigeants de l'époque sont contraints de mettre en œuvre dans l'urgence une **politique de rigueur** :
 - les programmes d'investissement furent révisés à la baisse : de nombreux projets d'investissement étaient alors différés ou carrément abandonnés ;
 - La réduction draconienne des importations, avec l'introduction de restriction à l'importation (politique des quotas avec les AGI) : - 16,4% en 1986 ; - 16,2% en 1987 ; - 6,7% en 1988.
- Les répercussions de ces mesures d'austérité seront particulièrement graves aux plans économique et social.

- Conséquence immédiate de la politique d'austérité : l'approvisionnement des entreprises et des ménages devient de plus en plus difficile ; en l'espace de deux ans, entre 86 et 87, **il chute par exemple de 32,6% !**
- Dans les faits, les restrictions à l'importation sont nettement plus ressenties par l'appareil de production.
- Faute d'approvisionnement régulier en *inputs* et pièces de rechange, la production, tous secteurs confondus, connaît une baisse régulière (-1,2% en moyenne annuelle sur la période 1985-88).
- Les restrictions à l'importation de biens de consommation entraînent des **pénuries récurrentes** pour toutes sortes de biens.

2. L'enracinement de la crise économique

- Sous l'effet de la crise, **la situation économique et sociale continue à se dégrader**, et ce malgré les mesures d'austérité et les réformes « libérales » introduites par le gouvernement de l'époque (révision du code des investissements dans un sens plus favorable à l'entreprise privée, autonomie de gestion pour les entreprises publiques et les exploitations agricoles, réforme agraire...).
- Les indicateurs économiques ont continué ainsi à se détériorer.
- À la fin de 1988, les réserves en devises de l'Algérie sont descendues à **un mois d'importations !**
- Avec la chute de la fiscalité pétrolière, le **déficit budgétaire** devient permanent : 12,9 milliards DA en 1986, 10,8 en 1987 et 20,7 en 1988.
- L'appareil de production, faute d'approvisionnements réguliers, continu à **fonctionner au ralenti** ; les taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie (hors hydrocarbures) ne cessent de décroître depuis les premières mesures d'austérité touchant aux importations de matières premières, de produits semi-finis et de pièces de rechange.
- En conséquence, les **déficits financiers** de la plupart des entreprises étatiques s'aggravent d'année en année.

- L'accès à l'endettement international devenait de plus en plus difficile, au fur et à mesure que les réserves en devises du pays s'amenuisent.
- On assiste en fait à une **augmentation constante des taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts**, qui révèle un durcissement des marchés financiers internationaux ; les opérateurs algériens, préoccupés par la gestion à court terme, **négligent cette nouvelle donne** qui aurait dû les pousser à faire preuve de plus de prudence dans le recours notamment aux "crédits fournisseurs".
- Pour continuer à approvisionner les consommateurs et les entreprises, les responsables de l'époque ont dû ainsi **recourir aux crédit à court terme avec des taux d'intérêt très élevés**.

- L'endettement externe, qui a connu une sensible atténuation jusqu'en 1983-84, reprend de plus belle avec le recours soutenu aux **dettes à court terme** (notamment les "crédits fournisseurs") particulièrement désavantageuses pour l'Algérie : taux d'intérêts élevés, pratique de surcoûts et de surfacturation par les fournisseurs.
- Autre élément aggravant la situation : la **dépréciation du dollar** face aux monnaies européennes et au Yen japonais (sachant que plus de 50% de notre dette souveraine est libellée dans ces monnaies), qui fait exploser encore plus la dette extérieure et le poids des remboursements.
- CONSÉQUENCE LOGIQUE : **la dette extérieure, qui était de 17,5 milliards en 1985, atteint 27 milliards de dollars en 1988.**

- Sur le plan social, cette situation alarmante a eu des répercussions encore plus dramatique.
- Les **conditions de vie** de la majorité de la population sont chaque jour plus difficiles, plus dramatiques : les pénuries des années 70" commençaient à réapparaître, les services publics de santé se dégradent, l'alimentation en eau potable devient un calvaire, le logement demeure toujours inaccessible pour les larges couches de la population...
- Rappelons que les **secteurs sociaux** (santé, éducation, logements...) ont été les premiers, avec les **dépenses d'équipement**, à être touchés par les « coupes budgétaire ».

- La situation de l'emploi s'est elle aussi considérablement dégradée.
- L'économie est en crise et ne parvient pas à créer suffisamment d'emplois pour absorber les nouveaux arrivés sur le marché du travail... d'où une **explosion dramatique du chômage** (surtout celui des jeunes).
- Le **marché parallèle**, un phénomène économique et social jusque-là circonscrit à certaines sphères d'activités, connaît un développement important dans ce contexte de crise.
- D'une façon générale, cette période de crise et de désordre a profité grandement à **l'affairisme, à la spéculation, et au parasitisme économique et social**.
- Conséquence logique : le **mécontentement social** se développe rapidement et prend des formes de plus en plus violentes (émeutes sporadiques, grèves...).

- Dépassés par une situation qui semblait sans issue, **de larges couches de la société (particulièrement les jeunes) se révoltèrent pour demander plus de justice économique et de liberté politique.**
- C'est les émeutes d'octobre 1988, réprimée au prix d'une **centaine de morts !**
- Cette révolte va débouché sur une **nouvelle ère pleine de promesses et d'espoirs.**
- En 1989, une nouvelle Constitution est adoptée. Elle consacre **l'abondant de l'option socialiste** ; elle ouvre par-là la voie à des réformes structurelles visant la **transition à l'économie de marché** et le **passage à une démocratie pluraliste** (multipartisme, liberté de la presse, droit de l'Homme, liberté d'expression...).

QUESTIONS DE COURS /
CONSIGNES DE RÉVISION
POUR L'EXAMEN

- Les supports de cours qui vous sont communiqués ne sont qu'une synthèse, un résumé de la matière étudiée, qui reprend donc uniquement les principaux repères historiques de l'évolution de l'économie algérienne depuis l'Indépendance.
- Ils ne constituent pas en l'état un support de révision « opérationnel » pour préparer l'examen final du module.
- En partant des *questions de révision* données à la fin de chaque chapitre, essayez de préparer des **fiches de révision « personnelles »** à partir :
 - de ce *résumé du cours* (et éventuellement du *polycopié complet*) ;
 - des prises de notes lors du cours ;
 - et des dossiers documentaires traités en TD.

- L'examen final du module est constitué d'une dissertation (notée 12 points) et d'une question directe (notée sur 8 points).
- Il vous sera proposé trois (3) sujets de dissertation *au choix*.
- Il sera ainsi demandé à l'étudiant de choisir un (1) sujet et de rédiger une dissertation en mobilisant les connaissances et les informations pertinentes pour traiter le sujet.
- La dissertation doit comporter nécessairement une introduction, un développement structuré (avec un plan adapté) et une conclusion.
- Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation. Des points seront ainsi attribués à la présentation de la copie, à la cohérence textuelle et à la correction de la langue (voir la *Note méthodologique n° 3*).

QUESTIONS DE RÉVISION

(Voir également Dossier de TD n° 2, pp. 127-129)

- 1) Quelles sont les raisons objectives qui ont conduit à la crise financière de la fin des années 80" ?
- 2) Quelles sont les premières mesures mises en œuvre par les autorités pour palier aux effets de la chute des prix des hydrocarbures en 1986, et quelles étaient les répercussions de ces mesures aux plans économique et social ?
- 3) Le retournement brutal des marchés pétroliers au second semestre 2014 installe l'Algérie, pour la seconde fois depuis l'Indépendance, dans une situation de grande vulnérabilité qui, par certains aspects, est comparable à la situation ayant prévalu au lendemain du contre-choc pétrolier de 1986. Dans quelle mesure on peut tracer un parallèle entre la crise multidimensionnelle (économique, sociale et politique) qui a précédé le mouvement populaire du *Hirak* et celle de la fin des années 1980, notamment en ce qui concerne les manifestations de la crise économique, la réaction « à chaud » des décideurs et la gestion politique de la crise ? *(Voir également l'Appendice du chapitre 4 + Dossier de TD n° 4)*
- 4) Quel est le contexte socio-économique qui a précédé les émeutes populaires d'Octobre 1988 ?